

« L'interférence politique dans la presse est dangereuse »

Un plan de restructuration a été annoncé au journal L'Avenir — qui appartient à Nethys — prévoyant le départ de 25 % des effectifs. Depuis, on assiste à nouveau à une véritable guerre des tranchées entre Namur et Liège, qui n'est pas sans rappeler les moments les plus électriques de l'affaire des comités de secteur.

Un débat où règne une certaine hypocrisie. Entre des députés wallons qui veulent défendre « le » journal de leur pré carré sous couvert du pluralisme de la presse, le lobbying d'IPM (La DH, La Libre) qui propose de racheter L'Avenir et Nethys qui n'est pas vendeur, ça surenchérit sans cesse.

Très discret sur le sujet — il n'a pas participé aux auditions du Parlement wallon —, le CEO de Rossel (Sudpresse, Le Soir), Bernard Marchant estime pour sa part que l'on se trompe actuellement de débat en évoquant le pluralisme de la presse. « *La question n'est pas posée. À ma connaissance, L'Avenir n'est pas à vendre et il y a toujours plus de pluralisme avec trois éditeurs qu'avec deux. Dès lors, je m'interroge : qui agite ce débat et pourquoi ?* » Certains craignent que les synergies entre Rossel et L'Avenir ne débouchent, à

terme, sur un groupe qui engloberait les 3/4 de la presse francophone belge. « *La question fondamentale dans tout ça, c'est l'indépendance des rédactions, bien plus que le nombre d'éditeurs.* »

On le sait depuis l'éclatement de l'affaire des comités de secteur, taper sur Publifin est « porteur » électoralement. Le débat politique qui portait initialement sur Nethys s'est focalisé désormais sur sa filiale « presse ». « *Un dérapage complet, pour le patron de Rossel. Débattre sur les GAFAs (Amazon, Apple, Facebook, Google, etc.), les grands enjeux futurs de la presse, bien sûr ! Mais qu'un parlement s'occupe d'éditeurs, du fonctionnement de la presse, c'est dangereux. La presse, c'est le quatrième pouvoir. Il ne faut pas d'interférence politique dans une entreprise de presse, c'est malsain.* »

Reste à voir désormais ce que prônera l'intercommunale, puisque son actionnaire majoritaire, à savoir la Province de Liège, a voté mercredi soir une motion demandant à Publifin de « veiller à préserver l'emploi sans mettre en péril la viabilité du quotidien », gardant ouvertes toutes les pistes : revente, portage ou autre. Rappe-

lons que Nethys, sa propre filiale industrielle, n'est guère vendeuse... ●

G.G.